

> **RASSEMBLEMENT
CITOYEN ET
DE TRANSFORMATION
SOCIALE, COMMUNISTES
ET PARTENAIRES**

**Budget 2016 : défendre
les services publics
de proximité**

L'année 2016 s'inscrit dans la continuité de 2015 avec la poursuite des réductions drastiques des dotations de l'Etat, issues du plan d'économies 2014-2017 décidé par le gouvernement. Début 2017, cela représentera une perte de 6 millions d'euros dans notre budget annuel. Notre cadre d'intervention est donc de plus en plus contraint. Pour autant, nos priorités restent les mêmes : maintenir des services publics de proximité et de qualité pour nos habitant-es afin de répondre aux besoins quotidiens. Pour l'heure, notre gestion rigoureuse des baisses de dotations et une implication réelle des élu-es et services municipaux nous ont permis de tenir nos engagements. Nos projets de développement de la Ville se concrétisent avec notamment le Centre permanent du graphisme, le Pôle petite enfance au Village Sud, la rénovation de plusieurs équipements sportifs ou encore le démarrage des opérations Navis et Grosso-Ravetto. Nous pouvons aussi nous réjouir de l'aboutissement des discussions avec le SMTC, qui va permettre d'accueillir le terminus de la ligne de bus C3 à l'ancien hôtel de ville dès septembre 2016. Enfin, l'élaboration du Plan local de sécurité et de prévention 2015-2020 et la création de la brigade de nuit — quatre postes supplémentaires — démontrent à nouveau notre attachement à être présents aux côtés des habitant-es en matière de tranquillité publique. Echirolles bouge, se développe, innove, même si les marges de manœuvre financières diminuent, les élu-es du groupe que je représente, mais aussi de la majorité, ont à cœur de porter les intérêts des Echirollois-es, y compris à la Métropole. Là aussi, nous sommes attentifs à ce que les transferts de compétences, comme l'économie, la voirie ou l'eau, n'entraînent pas une moindre qualité de services aux habitant-es, mais confortent au contraire la Métropole pour réussir cette importante évolution institutionnelle.

Thierry Monel,
1^{er} adjoint

> **PARTI
DE GAUCHE**

**Débat d'orientation
budgétaire 2016**

Le budget 2016 se prépare dans un contexte d'austérité et d'aggravation des politiques nationales, concrétisé par une nouvelle baisse des dotations de l'Etat. Ce "ravage" s'ajoute à ceux des exercices précédents. La rigueur est imposée par l'Union européenne, les marchés financiers, les grands groupes intéressés par la privatisation éventuelle de services publics. Il est urgent de changer cette vision politique ultralibérale, entièrement dévouée à la finance ! La France, 6^e puissance économique mondiale, a su trouver de l'argent notamment pour mettre en œuvre le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Le Medef avait affirmé pouvoir créer 1 million d'emplois avec ces mesures. La réalité est tout autre ! Les premiers 25 milliards d'euros distribués ont créé 100 000 emplois. Avec ces 25 milliards d'euros, plutôt que d'en faire cadeau au Medef, on aurait pu maintenir les dotations aux collectivités pour 11 milliards d'euros ! Sans oublier que les fraudes et les évasions fiscales au niveau mondial représentent près de 4 fois le PIB français, soit 7 600 milliards d'euros cachés dans des paradis fiscaux. Avant de demander des efforts budgétaires d'une telle rigueur aux collectivités, il y avait d'autres priorités à envisager ! Les fonctionnaires sont essentiels à notre qualité de vie. Et si l'entreprenariat a toute sa place dans la société, le service public doit garder la maîtrise et la gestion dans bien des domaines. Les collectivités locales représentent 70 % de l'investissement local, et les entreprises — TPE, PME du BTP —, qui vivent principalement de la commande publique, sont très inquiètes pour leur avenir. Notre groupe politique a conscience que les collectivités doivent participer à l'effort de redressement des finances publiques, mais cette démarche ne peut se poursuivre dans de telles proportions alors que l'Etat détient, à lui seul, les trois quarts de la dette publique.

Daniel Bessiron,
président du groupe

> **ECHIROLLES AVENIR
À GAUCHE**

**DOB : unité,
responsabilité
et solidarité**

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) est un préalable obligatoire deux mois avant le vote du budget. D'exercice presque "convenu" il y a encore quelques années, le DOB a pris une nouvelle dimension avec la baisse des dotations budgétaires de l'Etat aux collectivités territoriales, initiée dans le cadre de la réduction des déficits publics de l'Etat. Ainsi, le budget qui sera soumis au vote de l'assemblée municipale, au mois d'avril prochain, illustrera la mise œuvre pour la 3^e année de la contribution de la ville d'Echirolles au redressement des finances publiques. L'effort demandé est soutenu et sera identique à celui consenti en 2015. Au regard du contexte économique national marqué par une augmentation de la dette, élaborer des budgets contenus sera, à l'avenir, une gageure qui nous obligera si nous souhaitons, à l'échelon local, poursuivre des politiques et des services publics de qualité. La métropolisation en marche s'invitera pour la première fois dans l'écriture du budget primitif qui intégrera la réalité des transferts de charges. La volonté politique des groupes de la majorité demeure identique dans l'action à mener. Ses ambitions sont néanmoins, tour à tour, réinterrogées pour s'inscrire dans les nouveaux périmètres imposés par l'Etat et la Métropole. Le budget 2016 tiendra compte de la baisse des recettes et des dépenses de fonctionnement et de la réduction de l'endettement de la commune. Il s'inscrira dans un cadrage pluriannuel 2015-2017. Les élus, les directions et les services participent à une même énergie responsable : redéfinir des actions et des moyens pour permettre à la Ville d'Echirolles et à ses établissements publics de continuer à offrir des services à la population, en lien avec ses besoins et ses priorités.

Laëtitia Rabih,
présidente du groupe

> **ELU-ES RÉPUBLICAINS
ET CITOYENS AU SERVICE
D'ECHIROLLES**

La monnaie commune !

De la monnaie unique à la monnaie commune européenne, ou la fin du monopole des banques privées sur la dette des Etats... Le déséquilibre entre le politique et le monétaire apparaît de plus en plus difficile à gérer puisque la Zone euro s'est dotée d'une monnaie, et celle-ci est orpheline d'un Etat. Comment fonctionnerait une monnaie commune ? La monnaie commune serait gérée par la banque centrale de la zone monétaire. Elle se superposerait aux monnaies nationales. Ces dernières seraient gérées par les banques centrales nationales qui sont des banques centrales à part entière, libres de mener la politique monétaire de leur choix, et non des succursales de la banque centrale de la zone... Leur gestion devrait permettre à chaque pays de mener la politique monétaire de son choix. A l'intérieur de la Zone ? Chaque pays participant utiliserait sur son territoire sa propre monnaie. La banque centrale de chaque pays s'engagerait à changer sa monnaie nationale contre la monnaie commune... et à fournir des devises étrangères à ses résidents en les achetant aux autres pays de la zone contre de la monnaie commune. Les taux de conversion initiaux entre monnaie commune et chaque monnaie de la zone seraient fixés par accord entre les participants pour refléter au mieux la compétitivité de chaque nation... Les taux de change entre les monnaies nationales et la monnaie commune seraient fixes, mais on pourrait instituer un système de révision des taux de change qui reflète les variations d'inflation ou de coûts salariaux. Les monnaies nationales n'étant convertibles qu'en monnaie commune, il n'y a pas de marché libre des changes entre les devises des participants. Aucune spéculation n'est donc possible sur ce terrain. "La monnaie unique aboutit à un déni de démocratie tout à fait choquant", répète Jean-Pierre Chevènement depuis plus d'une décennie.

Jamal Zaïmia,
président du groupe

> FRONT NATIONAL

Un virage à 180°

Les élus du conseil vont définir les orientations budgétaires pour 2016. Si pour l'heure aucune information ne nous est parvenue, espérons que celles-ci soient différentes des années passées. La recherche d'économies doit être notre sport quotidien, et nous devons réaliser de saines économies : baisse de la masse salariale, baisse du nombre d'adjoints, baisse des subventions aux associations des copains, renégociation des marchés publics, tout est à revoir. De saines économies pour maîtriser, puis baisser les impôts locaux qui ont augmenté de 5 % en 2015, et peut-être encore demain. Pour assurer votre tranquillité et votre sécurité, nous demandons que le budget sécurité soit largement revu à la hausse. Enfin, une bonne dose de courage ne serait pas du luxe. Nous en avons à revendre.

Alexis Jolly,
président du groupe

> ECHIROLLES FAIT FRONT

Nous n'avons pas reçu le texte de ce groupe dans les délais du journal.

> ECHIROLLES C'EST VOUS !

La faute à qui ?

Notre groupe s'est exprimé lors du dernier conseil municipal sur une question préoccupante qui concerne la multiplication des procédures juridiques engagées par des agents contre notre Ville, mettant ainsi en évidence des tensions visiblement importantes au sein de notre collectivité.

Nous considérons qu'en matière de gestion des relations humaines et sociales, c'est à l'employeur, et donc à notre Ville, de faire le nécessaire pour apaiser et traiter les conflits, avant que ces derniers ne deviennent des affrontements irréversibles. Les élus "Echirolles c'est vous ! Pour une alternative de gauche et citoyenne" ont déjà alerté le conseil municipal sur le mal-être professionnel qui se développe dans notre ville.

Nous attendons de la part de la "Ville employeur" une attitude bienveillante à l'égard de ses agents, qui font vivre au quotidien le service public local, dans des conditions parfois difficiles. Nous souhaitons également rappeler qu'en pareilles circonstances, lorsque notre ville fait l'objet d'un contentieux juridique, nous considérons qu'il appartient au maire d'informer les présidents de groupe d'opposition, de la nature du contentieux, et de l'impact éventuel sur notre ville en cas de condamnation. Bien sûr, la justice saisie dira le droit de façon publique, mais cela ne s'oppose pas à l'information et à la transparence en amont, vis-à-vis du contentieux engagé.

Enfin, nous considérons qu'en plus de l'attitude bienveillante déjà évoquée, il appartient à l'équipe municipale d'adapter les charges de travail aux effectifs, en assumant des choix politiques clairs, plutôt que de dénoncer les baisses de dotations dans un discours simpliste, et en serrant la vis et en dégradant les conditions de travail. La Ville ne doit pas expliquer que "c'est la faute aux autres", quand il s'agit de ses propres actes !

Laurent Berthet,
président du groupe

> ECHIROLLES POUR LA VIE

Notre groupe se réjouit des portes qui ont été ouvertes par le ministre de l'Intérieur, suite à l'annonce de la création du comité intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance. Cette décision vient dans le sens des propositions des élus de droite et du centre de l'agglomération, qui avaient interpellé les élus de gauche pour une réflexion métropolitaine, afin de mutualiser les politiques ainsi que les moyens humains et financiers en faveur de la sécurité.

Même si pour certains points, cela risque encore de prendre du temps, une mutualisation de la vidéoprotection peut déjà très vite s'engager, de même que le développement de la sécurité dans nos transports publics.

Notre groupe regrette le manque de convictions et d'implication de la majorité échirolloise qui joue sur l'artifice, comme de la poudre aux yeux, avec quelques moyens supplémentaires pour calmer la grogne des habitants et démontrer les efforts, en augmentant simplement les effectifs. Mais il ne fait pas bon creuser en profondeur dans les méandres de la politique échirolloise qui, en fait, ne souhaite pas que sa police municipale intervienne sur la fonction régaliennne et préfère la laisser du côté du social.

Le budget alloué à la police municipale, de même que les ordres donnés, ainsi que le fonctionnement actuel du CSU, illustrent parfaitement sur le terrain le manque total de volonté de la Ville d'afficher une politique de tranquillité publique ferme.

Et puis, si M. Monel n'avait aucun problème avec la vidéoprotection, il y en aurait plus sur la ville depuis le temps, or, depuis le nouveau mandat, aucun plan de développement n'a été instauré ! Vous l'aurez compris, tout est dans l'affichage car, sans courage politique, il est difficile d'avancer. Espérons que l'effet de groupe aura au moins comme avantage de tirer tout le monde un minimum vers le haut et ce, dans l'intérêt général !

Le groupe

>>>>> Rencontrer vos élus sur rendez-vous

Renzo Sulli, maire 04 76 20 63 00
Permanence sur rendez-vous.

Thierry Monel, 1^{er} adjoint,
président du groupe Rassemblement citoyen et de transformation sociale, Communistes et partenaires.
Permanence sur rendez-vous.

Rassemblement citoyen et de transformation sociale, Communistes et partenaires

Sylvette Rochas, conseillère départementale, adjointe action sociale, solidarité, politique familiale, santé, petite enfance.
Jacqueline Madrennes, adjointe éducation, culture, périscolaire, restauration, travail de mémoire.
Elisabeth Legrand, adjointe développement du sport, ressources humaines, informatique.
Pierre Labriet, adjoint jeunesse, emploi, insertion, formation, prévention délinquance.
Amandine Demore, adjointe vie associative, Maison des associations, relations internationales, affaires générales, documentation, archives.

Parti de gauche 04 76 20 63 07 ou 19
Daniel Besson, conseiller départemental, président du groupe, adjoint développement durable, déplacements, environnement, transition énergétique, eau, énergies, ondes électromagnétiques.
Alban Rosa, adjoint économie, économie sociale et solidaire, commerces, marché de détail. Permanence sur rendez-vous, mardi et vendredi, de 14 h à 17 h.

Echirolles avenir à gauche 04 76 20 63 23

Laetitia Rabiñ, présidente du groupe, adjointe qualité du patrimoine, espaces publics, commande publique, ERP.
Emmanuel Chumiatcher, adjoint aménagement, renouvellement urbain, implantation d'activités.
Permanence le mardi matin.

Elu-es républicains et citoyens au service d'Echirolles

Jamal Zaïmia, président du groupe, conseiller municipal.
Liliane Pesquet, adjointe habitat et logement. Permanence sur rendez-vous le mardi, de 14 h à 17 h.

Front National 04 76 20 63 18

Alexis Jolly, président du groupe, conseiller municipal,
jolly@fnjeunesse.fr, Facebook : Alexis Jolly, Twitter : alexisjollyfn

Echirolles fait front 07 89 42 20 34

Christophe Chagnon, président du groupe echirrollesfaitfront.blogspot.fr

Echirolles pour la vie 06 87 20 79 87

Magalie Vicente, présidente du groupe, conseillère municipale.
Permanence le premier et troisième jeudi du mois, de 10 h à 12 h et 14 h à 16 h (tous les 15 jours).

Echirolles c'est vous ! 07 87 37 03 01

Laurent Berthet, président du groupe, conseiller municipal.
groupeECV@gmail.com